

**Décret n° 62-17 du 8 janvier 1962
relatif au brevet sportif populaire.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,
Vu le décret du 11 mars 1946 relatif à l'organisation du brevet sportif populaire et du brevet sportif populaire supérieur,

Décète :

Art. 1^{er}. — Le décret du 11 mars 1946 relatif à l'organisation du brevet sportif populaire est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes.

Art. 2. — Il est institué un brevet sportif populaire et un brevet sportif populaire supérieur.

La liste et les caractéristiques des épreuves du brevet sportif populaire et du brevet sportif populaire supérieur ainsi que les conditions d'organisation de ces épreuves seront fixées par arrêté ministériel.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 janvier 1962.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,
LUCIEN PAYE.

**Décret du 8 janvier 1962 portant approbation de la constitution
du bureau du Bureau des longitudes pour l'année 1962.**

Par décret en date du 8 janvier 1962, le bureau du Bureau des longitudes est constitué ainsi qu'il suit pour l'année 1962 :

Président.

M. Pierre Tardi, membre titulaire du Bureau des longitudes, membre de l'Institut.

Vice-président.

M. André Gougenheim, membre titulaire du Bureau des longitudes.

Secrétaire.

M. Fernand Baldet, membre titulaire du Bureau des longitudes.

**MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS
ET VICTIMES DE GUERRE**

Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Par arrêté du 20 décembre 1961, M. Dupeyroux (André), secrétaire administratif stagiaire au service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre de la Dordogne, est intégré et titularisé en qualité de secrétaire administratif des services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, classe normale, 2^e échelon, à compter du 1^{er} octobre 1961, et promu le même jour au 5^e échelon avec reliquat de 1 an 4 mois 16 jours de bonifications de services militaires.

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DES TRANSPORTS**

**Décrets du 21 décembre 1961 portant promotions et nominations
dans l'ordre du Mérite fouristique.**

Ces textes sont publiés au n° 1 du *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* paru ce jour.

**Décret n° 61-1547 du 26 décembre 1961
fixant le régime des épaves maritimes.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des travaux publics et des transports, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles et du ministre des armées,
Vu la Constitution, et notamment son article 37 ;
Vu l'article R. 25 du code pénal ;
Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales.

Art. 1^{er}. — Sous réserve des conventions internationales en vigueur, constituent des épaves maritimes soumises à l'application du présent décret :

- 1° Les bâtiments de mer et aéronefs abandonnés en état d'innavigabilité et leurs cargaisons ;
- 2° Les embarcations, machines, agrès, ancres, chaînes, engins de pêche abandonnés et les débris des navires et des aéronefs ;
- 3° Les marchandises jetées ou tombées à la mer,

et généralement tous objets, y compris ceux d'origine antique, dont le propriétaire a perdu la possession et qui sont soit échoués sur le rivage dépendant du domaine public maritime, soit trouvés flottant ou tirés du fond de la mer dans les eaux territoriales, soit trouvés flottant ou tirés du fond en haute mer et ramenés dans les eaux territoriales ou sur le domaine public maritime.

Ne sont pas considérés comme épaves au sens du présent décret les marchandises et objets volontairement abandonnés ou jetés en mer ou sur le rivage en vue de les soustraire à l'action de la douane.

CHAPITRE II

De la découverte et du sauvetage des épaves.

Art. 2. — Toute personne qui découvre une épave est tenue, dans la mesure où cela est possible, de la mettre en sûreté, et notamment de la placer hors des atteintes de la mer. Elle doit, dans les quarante-huit heures de la découverte ou de l'arrivée au premier port si l'épave a été trouvée en mer, en faire la déclaration à l'administrateur de l'inscription maritime ou à son représentant.

Art. 3. — Les épaves sont placées sous la protection et la sauvegarde de l'administrateur de l'inscription maritime, qui prend toutes les mesures utiles pour le sauvetage et veille à la conservation des objets sauvés.

Ces objets demeurent aux risques des propriétaires ; leur détérioration, altération ou déperdition ne peut donner lieu à dommages et intérêts, quelle qu'en soit la cause.

L'administrateur de l'inscription maritime peut requérir, en vue du sauvetage et moyennant indemnité, toute personne physique ou morale capable d'y participer ainsi que tous moyens de transport et tous magasins ; il peut aux mêmes fins donner l'ordre d'occuper ou de traverser les propriétés privées.

Art. 4. — Dans le cas où le propriétaire est présent ou représenté et revendique ses droits sur l'épave, l'administrateur de l'inscription maritime ne peut faire procéder au sauvetage que dans les cas suivants et sous réserve des dispositions de l'article 5 :

1° Après mise en demeure du propriétaire restée sans effet dans le délai imparti :

Si l'épave constitue un obstacle à la navigation ou à la pêche ;
Si la récupération présente un intérêt général et un caractère d'urgence.

2° Sur demande du propriétaire :

Si celui-ci ne dispose pas de moyens de sauvetage suffisants et s'il y a urgence à agir pour éviter la dépréciation ou la perte de l'épave.

Les opérations se font aux frais et risques du propriétaire, qui ne possède le droit d'abandon que dans les cas prévus au 1° du présent article.

Art. 5. — Lorsque l'épave, échouée ou coulée, forme écueil ou obstacle dans un port, à l'entrée d'un port, dans une passe d'accès ou dans sa rade, le représentant de l'administration des ponts et chaussées (service maritime) met en demeure le propriétaire de procéder au relèvement ou à la démolition de l'épave et fixe les délais impartis pour le commencement et l'achèvement des travaux.